

concerne les Canadiens qui ne peuvent se permettre d'acheter une nouvelle maison, ni même de payer les taux d'intérêt actuels. Le gouvernement envisage-t-il d'accorder davantage de crédits à son programme de remise en état des logements pour permettre aux personnes à revenus faibles ou fixes de rénover leur maison pour qu'elle réponde à certaines normes, réalisant par conséquent des économies d'énergie.

L'honorable Raymond J. Perrault (leader du gouvernement): Honorables sénateurs, divers projets sont à l'étude en ce qui concerne le logement; on n'aura toutefois pas de détails avant la présentation prochaine du programme législatif au Parlement. Mais une demande de renseignements sera faite sur la question précise que l'honorable sénateur a soulevée.

Le sénateur Marshall: Une question supplémentaire. Je ne crois pas qu'une loi soit nécessaire. Le programme existe. Il s'appelle le Programme d'aide à la remise en état des logements. Il s'agit tout simplement d'en augmenter le budget. Cette action est vitale, et urgente.

RADIO-CANADA

LA DÉCLARATION DE L'HONORABLE ANDRÉ OUELLET

L'honorable Jacques Flynn (leader de l'opposition): Honorables sénateurs, notre whip m'a aidé à trouver la page du Hansard où se trouve le discours de M. Ouellet que j'ai déjà cité. C'est à la page 56 du Hansard des Communes du 15 avril 1980, colonne de gauche. La citation se trouve dans le seul paragraphe plein.

Si le leader ne veut pas en prendre note immédiatement, voudrait-il me dire à qui donner l'information?

L'honorable Raymond J. Perrault (leader du gouvernement): Je tiens à remercier le leader de l'opposition qui ne manque jamais de courtoisie et de sollicitude.

L'ÉCONOMIE

LES PRÊTS SANS INTÉRÊT—LA DOCTRINE DU CRÉDIT SOCIAL

L'honorable Jacques Flynn (leader de l'opposition): J'ai une question à poser au ministre d'État chargé du Développement économique. Je l'ai interrogé hier sur les mesures que le gouvernement envisage de prendre pour contrôler les taux d'intérêt élevés ou, à tout le moins, en minimiser les effets. En l'entendant se vanter tout à l'heure d'être un pragmatiste invétéré, je me suis souvenu qu'il avait déjà été membre du Crédit social. Je puis comprendre que son sens pratique l'ait poussé vers le parti libéral, mais je me demandais s'il n'allait pas puiser dans la panoplie du créditisme une solution pour contrôler la hausse des taux d'intérêt. A-t-il songé à proposer des prêts sans intérêt au gouvernement?

L'honorable H. A. Olson (ministre d'État chargé du Développement économique): Honorables sénateurs, je puis assurer le leader de l'opposition qu'il est survenu au fil du temps une évolution dans la doctrine qu'il a évoquée et je crois que cela ne dément pas mon pragmatisme invétéré.

Le ministre des Finances a fait savoir qu'il allait élaborer un programme dans ce but, mais, comme je l'ai dit hier, je crois, j'espère que les sénateurs d'en face ne s'attendent pas à ce que je fasse des déclarations au nom des autres ministres. Il serait

[Le sénateur Marshall.]

futile de tenter de m'y amener. Les autres ministres vont diriger leur ministère, et moi je tâcherai de faire de mon mieux dans le mien.

• (1440)

Le sénateur Flynn: Je tenais à m'assurer que le ministre des Finances n'allait pas négliger l'apport qu'un ancien créditiste serait en mesure de lui fournir en ce domaine.

Le sénateur Olson: Je suppose que le leader de l'opposition accepte maintenant certaines de ces théories, et je m'en réjouis.

Le sénateur Flynn: Vous n'avez pas parlé de la théorie du Crédit social.

L'honorable Robert Muir: J'invoque le Règlement. Étant donné ce que vient de dire le ministre d'État chargé du Développement économique—c'est, sauf erreur, la deuxième ou la troisième fois qu'il nous prévient, qu'il ne répondra pas au nom de tel ou tel ministre et qu'il ne fera pas de déclaration concernant leurs affaires—puis-je savoir à qui nous allons adresser les questions qui ne se rattachent pas au développement économique?

Si je me rappelle bien, au cours de la brève session précédente, l'actuel ministre d'État chargé du Développement économique ne s'est pas gêné pour poser des questions sur tous les sujets possibles à l'un ou l'autre des ministres du gouvernement conservateur qui siégeaient de ce côté. J'aimerais savoir si le ministre va se contenter de siéger en face à la façon d'un Charlie McCarthy sans répondre à d'autres questions que celles concernant son propre petit bailliage?

L'honorable Raymond J. Perrault (leader du gouvernement): Je tiens simplement à dire au nom du gouvernement que l'on tâchera par tous les moyens de collaborer avec les sénateurs de l'opposition qui voudront adresser des questions au gouvernement. Je me suis engagé hier à rencontrer le leader de l'opposition et à discuter avec lui l'orientation à donner à la période des questions au Sénat, et je le ferai.

Le sénateur Olson: A propos du rappel au Règlement, si vous me le permettez, honorables sénateurs, l'honorable sénateur voudra bien être juste. Je n'ai pas dit que je répondrais, ici au Sénat, pour les ministres qui sont manifestement à l'autre endroit. Je prendrai bonne note de ces questions. Mais soyons justes; je ne ferai pas de déclarations pour ces autres ministres ou en leur nom.

Le sénateur Muir: Au sujet du même rappel au Règlement, honorables sénateurs, et tout simplement pour tirer les choses au clair, à mon avis, le ministre en cause ne devrait pas être aussi intransigent et assumer, dans sa décision, une aussi grande autorité. Somme toute, il occupe son nouveau poste depuis peu, et il ne doit pas se laisser emporter à ce point par le sentiment de sa propre importance.

En tant que bon vieux mineur du Cap-Breton, tout ce que je cherche à savoir c'est ceci: A qui devons-nous adresser ces questions? Le ministre d'État chargé du Développement économique nous répondra-t-il sans cesse qu'elles n'ont rien à voir avec lui? Maintenant, il a précisé en disant que nous pouvons lui poser n'importe quelle question et que, s'il n'a pas la réponse, il nous l'obtiendra.